

# Rio+20 : un rendez-vous majeur pour l'avenir de la planète

## Déclaration du groupe de l'agriculture

L'angle principal de notre réflexion a été la gouvernance. Notre section a été souvent tentée d'aller plus loin sur les grands sujets internationaux que sont la pauvreté et l'économie verte. Nous avons tenu la ligne fixée pour nos travaux car, sans une mise en cohérence des décisions, sans une gouvernance efficace, les politiques du développement durable seront condamnées à demeurer de simples déclarations d'intention.

Dans cette gouvernance, la participation de la société civile est essentielle. Elle amène toutefois la question de la représentativité et de la légitimité des acteurs. Ce débat n'est pas simple sur le plan international, il faudra pourtant le faire progresser pour que s'améliore effectivement le fonctionnement de la gouvernance.

Le groupe de l'agriculture se réjouit qu'un « groupe majeur » ait été reconnu pour les agriculteurs par la commission du développement durable des Nations unies. Cela leur permet de faire part de leurs préoccupations en matière de sécurité alimentaire, de régulation des marchés des matières premières, de désertification, de préservation et d'artificialisation des terres. Nous avons également à cœur de promouvoir, aux niveaux national ou régional, de véritables politiques agricoles. Ces politiques doivent proposer la mise en place d'outils de formation, d'information et de diffusion de nouvelles techniques et technologies, ainsi que la mobilisation des investissements vers l'agriculture et le soutien à la recherche et à l'innovation.

Il est regrettable que tous ces aspects ne soient pas pris en compte par les grandes organisations internationales régissant les règles commerciales ou financières. Ces organisations semblent parfois être les uniques productrices de normes internationales alors qu'elles sont incapables de prendre en compte les aspects sociaux, environnementaux et culturels.

Il est pour nous essentiel que l'expression des agricultrices et des agriculteurs ainsi que les problématiques des marchés agricoles soient prises en compte dans les discussions menées au sein des instances internationales, y compris dans une future organisation mondiale de l'environnement dont le rôle et les moyens de fonctionnement restent cependant encore à débattre.

Le groupe de l'agriculture souhaite que la rapporteure, dès l'issue de la Conférence de Rio +20, puisse nous en faire un bilan à la lumière de nos principales propositions.

Le groupe de l'agriculture a voté en faveur de l'avis.